

Le 1er Mai et le mouvement socialiste en France

mai 1891

Publié dans " Neue Zeit ", revue centrale de la social-démocratie allemande, en 1890-91. En français dans les " Cahiers du bolchévisme ", 15.04.1933.

1. Premier Mai 1890

Le Congrès international de 1889 avait décidé une manifestation internationale du monde du travail le 1er Mai 1890. Quand les délégués qui avaient représenté le prolétariat français à ce congrès se réunirent pour organiser cette manifestation ils étaient sceptiques sur le résultat de leurs efforts. La tâche était d'autant plus difficile que le Parti socialiste français ne disposait d'aucun moyen financier; de plus, les " possibilistes " se déclaraient contre toute manifestation et essayaient de la faire échouer, cependant que de leur côté, les monarchistes et les boulangistes essayaient de participer à la démonstration pour l'utiliser en faveur de leurs fins politiques.

Abandonné à ses propres forces, le comité formé à Paris et en province n'avait pas réussi à provoquer une agitation assez forte pour déterminer un mouvement des masses ouvrières. Heureusement, ils devaient trouver dans la presse bourgeoise et chez le président du conseil Constant – 2e édition de Bismarck – une aide aussi vigoureuse qu'inattendue. Les délégués étaient fermement décidés à réaliser en dépit de toutes les difficultés la mission qui leur avait été confiée par le congrès international.

A peine eurent-ils annoncé leur intention de fêter le 1er Mai que la bourgeoisie eut peur. Comment, les ouvriers voulaient forcer à une cessation de travail internationale; par delà les océans et les frontières, ils entendaient exiger la journée légale de 8 heures ? C'était donc une insurrection ! C'était renverser toutes les notions bourgeoises sur la soumission loyale des ouvriers à la volonté des capitalistes et aux lois de leur économie nationale ! Le 1er Mai allait devenir un jour de révolte pour les esclaves salariés, qui allaient mettre le pays à feu et à sang! Les journaux bourgeois, représentant les intérêts de la classe possédante qui tremblait pour son coffre-fort, publiaient des nouvelles, semant l'effroi parmi les petits bourgeois, en exagérant démesurément les moindres préparatifs de la manifestation. Le ministre Constant hurlait à la peur de la révolution et annonçait au monde entier, que pour en triompher, il allait mettre sur pied de guerre toutes les forces armées de l'Etat bourgeois. Ainsi la presse et le gouvernement contribuaient à organiser activement la manifestation de Mai 1890.

La décomposition de la société capitaliste a déjà atteint un tel degré, que les institutions créées pour assurer sa sécurité, deviennent un facteur d'accélération de sa ruine.

Les comités d'organisation constataient bientôt les résultats de la propagande faite par le gouvernement; l'idée de la manifestation s'enracinait toujours plus profondément dans les esprits, elle pénétrait dans les masses du prolétariat et devenait le centre autour duquel s'orientaient les conversations dans les ateliers et les fabriques. Le 1^{er} Mai dépassait les espérances des organisateurs de la démonstration.

En des villes sur lesquelles ils ne comptaient pas ils furent surpris par la quantité d'ouvriers qui chôchèrent.

Les camarades du parti, à Sète, où ils ont conquis la majorité au conseil municipal, n'avaient pas osé proposer une manifestation; ils s'étaient contentés d'organiser un meeting dans la soirée. Quels ne fut pas leur étonnement et leur joie, lorsqu'ils virent le 1er Mai tous les ouvriers du port chômer et, par leur exemple, faire cesser le travail aux tonneliers. Vers midi le chômage était général à Sète.

La manifestation du 1er Mai 1890 fut en France plus imposante que n'espéraient les socialistes. Ce n'était pas encore toute la classe ouvrière qui fêtait; seule sa partie la plus avancée avait prouvé qu'elle obéissait au mot d'ordre du Congrès international. Le 1er Mai 1890, le prolétariat d'Europe et d'Amérique s'était élevé dans son élite consciente; les prolétaires de tous les pays se tendaient les mains par delà les préjugés, les frontières et les mers et jurèrent de lutter coude à coude pour se libérer du joug capitaliste.

Les nouvelles et les mensonges étalés par la presse bourgeoise, avaient fait croire à des mesures répressives de la part du gouvernement. Les bourgeois avaient vu menacer sérieusement leur vie et leur propriété et imitaient les courageux criant devant le danger " soyez fermes, sauvons nous ". Les capitalistes s'effrayaient devant les démonstrations des ouvriers. Le 1er Mai, les magasins, les fenêtres des boutiques dans les quartiers riches de Paris étaient fermés; on aurait dit une ville abandonnée, n'eussent été les places et les rues remplies de policiers et de soldats.

Les capitalistes avaient eu aussi leur manifestation, la manifestation de leurs craintes. Le 1er Mai 1890 compte parmi les dates les plus importantes de ce siècle.

L'histoire de l'humanité montrait pour la première fois le spectacle du prolétariat du monde entier, uni dans la même pensée, mû par la même volonté, suivant le même mot d'ordre; rassemblement des forces ouvrières dans une action commune. Le 1er Mai aurait-il abouti à ce résultat, il aurait une signification immense : les socialistes internationalistes avaient remporté une victoire décisive sur les capitalistes qui avaient opposé à toute action de la classe ouvrière la résistance la plus violente.

La bourgeoisie a appliqué tous les moyens matériels pour repousser l'organisation politique et économique de la classe ouvrière. Et le résultat ? Le prolétariat organise conformément au mot d'ordre d'un congrès, dans le tohu-bohu d'une exposition universelle de Paris, une manifestation mondiale et montre qu'il se lance uni contre la classe capitaliste pour revendiquer. Le 1er Mai 1890 se lève l'aurore d'une nouvelle ère.

2. Le Premier Mai 1891

Le 1er Mai 1890 avait soulevé les masses ouvrières. Des couches de la population laborieuse jusqu'alors restées à l'écart de la propagande socialiste, aspiraient maintenant au besoin de réformes sociales et ce qui est le plus important, croyaient à la possibilité de leur réalisation. Les pionniers de la cause ouvrière comprenaient que la manifestation offrait le puissant levier pour mettre le prolétariat en mouvement.

Le congrès national décidait de répéter la manifestation et au congrès international de Bruxelles devait être formé le projet de proclamer le 1er Mai jour de fête permanente du prolétariat international.

Encouragé par le succès du 1er Mai 1890, les socialistes marchaient avec enthousiasme à l'organisation de la démonstration du 1er Mai. Le conseil national du parti ouvrier et le conseil national de la fédération des syndicats lancèrent en février un appel qui fut affiché dans toutes les villes et les centres industriels. Je le publie à cette place comme un document historique, car il exerça l'effet décisif sur le succès de la démonstration.

MANIFESTATION INTERNATIONALE DU 1er MAI

AUX OUVRIERS FRANÇAIS

Camarades, nous approchons du 1er Mai ; tous les partis ouvriers d'Europe, d'Amérique, d'Australie ont décidé au congrès international de faire de cette date l'anniversaire international du travail. Les nouvelles parvenues de tous côtés montrent que les ouvriers s'appêtent, jusque dans les coins les plus reculés, pour cette action internationale de solidarité.

En ce jour les frontières doivent être abolies ; sur toute la terre on verra que ce qui doit être uni est uni, et décidé ce qui doit être décidé.

D'un côté, la main dans la main, animés par l'espérance commune d'émancipation, les producteurs de toutes les richesses, les prolétaires qu'on cherche à jeter les uns contre les autres sous le couvert du patriotisme, d'un autre côté, les exploiters de toutes espèces coalisent leurs efforts, poussés par la peur et la lâcheté contre un courant historique qu'ils ne peuvent retenir et qui les emportera. Camarades, ouvriers de France : la question sociale est mise dans toute sa réalité devant les yeux des indifférents. Etant donné la surproduction de richesses qui devient pour la classe des producteurs, une source de misère, chacun doit réfléchir et se demander :

Pourquoi de tels rapports sont-ils possibles ?

Pourquoi les ouvriers de l'atelier, du comptoir, du magasin voient-ils qu'on leur diminue les salaires, qu'on prolonge leur journée de travail, que leurs femmes et leurs enfants sont toujours entraînés plus nombreux dans les bagnes capitalistes pour les concurrencer ? Pourquoi les petits marchands disparaissent-ils les uns après les autres, ruinés par les coopératives de consommation des entreprises et des grands magasins ?

Pourquoi le petit propriétaire paysan est-il accablé d'impôts et d'hypothèques, tenaillé par l'usurier, chassé de la propriété du sol, sur lequel il peine tant, jusqu'au jour où, sous prétexte de défendre la patrie, il devra défendre le profit du voleur quotidien qui le spolie de son lopin de terre ?

Si vous constatez qu'à notre époque, dans tous les systèmes politiques différents, dans les pays d'institutions républicaines, comme dans les monarchies, tout ce qui travaille et produit est exploité et opprimé, vous serez convaincus que la cause fondamentale du mal social que vous subissez dans l'ordre économique réside dans le fait que tous les moyens de production et les matières premières sont devenus le monopole de la classe capitaliste au lieu d'appartenir aux prolétaires qui leur donnent de la valeur par leur labeur.

Vous aurez la conviction que pour changer cet état de choses il faut faire cesser la séparation existant entre le travail et la propriété : pour cela venir en masses conscientes vers le socialisme. Rompez avec les réactionnaires qui s'efforcent de ressusciter un ordre social mort et périmé, mais rompez aussi avec les républicains bourgeois au service, comme les royalistes, de vos exploiters et qui viennent d'organiser au profit des usuriers un nouveau complot de famine sous forme de droits de céréales, de viande, de vin, accourez vers le parti des masses, le parti du travail, avec lui menez la lutte jusqu'à la victoire, qui assurera au peuple la restitution des moyens de production, lui permettant ainsi de jouir du fruit de son travail.

La journée légale de 8 heures, mot d'ordre revendicatif de la prochaine manifestation du 1er Mai, signifie les premiers pas sur la voie de votre libération qui dépend de vous.

En forçant à limiter la somme de travail, que vos maîtres capitalistes cherchent à décharger le plus

possible sur la classe ouvrière sans distinction d'âge et de sexe, vous ferez place dans les ateliers aux chômeurs affamés. Réclamez une augmentation de vos salaires indispensable pour votre développement spirituel et l'exercice de droits d'hommes et de socialistes.

Conseil National du Parti socialiste : S. DEREURE, FERRANT, JULES GUESDE, PAUL LAFARGUE.

Pour le Conseil National de la fédération des syndicats : A. DELCLUZE, FOURNIER, MANOUVRIER, A. MARTIN, SALEMLIER.

Cet appel était à peine affiché que la police le fit lacérer dans de nombreuses villes. Ferroul interpella à la Chambre le ministre Constant sur cette violation de la loi. Le ministre de l'Intérieur, qui passe pour spirituel chez les philistins, ne trouva d'autre réponse à faire sur la lacération des affiches qu'en prétendant qu'elles gênaient la circulation des rues en rassemblant la foule pour les lire.

" Mais une affiche est posée pour être lue, répliqua Ferroul. Votre répression brutale et illégale donnera plus de publicité à l'appel des socialistes ". L'appel fut en effet publié par toute la presse qui se mit cette année au service des socialistes, comme si elle avait été payée par eux. Les journaux s'informaient des moindres nouvelles relatives au 1er Mai et publièrent de nombreuses interviews avec les leaders socialistes de Paris et des départements.

Les délégués demeurant à Paris qui avaient participé aux congrès de Lille et de Calais où une nouvelle démonstration du 1^{er} Mai avait été décidée, croyaient que la manifestation projetée pourrait fournir l'occasion d'unir les différentes fractions du parti socialiste pour une action commune.

Ils s'adressèrent à toutes les Chambres syndicales et aux groupes socialistes sans distinction de tendances pour réclamer l'envoi de délégués pour constituer un comité général, auquel devait être confié l'organisation de la manifestation.

Les marxistes oublièrent tout ce qu'ils avaient reproché aux autres fractions, ils s'efforcèrent d'unir en un seul bloc toutes les forces révolutionnaires, mais leurs efforts échouèrent. Le comité général devint un foyer d'intrigues : les possibilistes, qui avaient repoussé l'année dernière cette manifestation, participaient au comité en vue de faire échouer cette manifestation au moins à Paris, car ils ne possédaient aucune influence en province. Les marxistes se souvenaient du concours que leur avait prêté partiellement M. Constant dans l'organisation de la fête du travail en 1890, ils ne voulurent pas lui enlever l'occasion cette fois encore d'offrir ses services.

L'année dernière, il avait massé d'importantes forces de police, infanterie, cavalerie dans l'entourage du Sénat et de la Chambre des députés, jetant la terreur dans les quartiers riches. Les marxistes décidèrent de lui fournir le prétexte d'occuper militairement l'ensemble des quartiers de la capitale et de jeter ainsi la panique parmi toute la population de Paris.

A cet effet, ils proposèrent au comité général de convoquer le soir du 1er Mai, tous les députés, les conseillers municipaux et les conseillers prud'hommes de Paris aux mairies des vingt arrondissements pour y recevoir les délégations qui devaient venir leur présenter les revendications sociales déterminées au nom de leurs électeurs. Constant avait mobilisé dans tous les quartiers les troupes provoquant ainsi une agitation et une grande effervescence. La vue de la force armée, loin de tranquilliser les bourgeois les effraya, car elle éveillait en eux la croyance que leur vie et leurs biens étaient en danger. Cette mobilisation provoqua au contraire la curiosité et la colère de la foule qu'elle devait endiguer.

L'ouvrier parisien, qui en de tels moments révèle une combativité héroïque, est de nature un gai compagnon. Il ironise volontiers le gouvernement et raille la police, une manifestation est pour lui une fête. Il prend les choses gaiement. Il n'oppose aucune résistance aux attaques de la police et de la

cavalerie, il court devant eux et s'écarte pour laisser passer " l'avalanche ", mais revient immédiatement à la place d'où il avait été chassé. De telle sorte la force armée doit renouveler continuellement ses attaques pour balayer le terrain. Lors de la démission du président Grévy, la foule afflua durant trois jours auprès de la Chambre des députés, s'amusant à ce jeu de " flux et de reflux ". Hommes et chevaux de la force armée s'étaient montrés si acharnés qu'en deux jours de semblable travail ils se rendirent impropres au service actif.

La population parisienne a inauguré ainsi une nouvelle tactique de combats de rues : sans un coup de fusil elle pouvait réduire à l'impuissance toute une armée.

L'envoi de délégations aux mairies, proposé par les marxistes, aurait permis aux Parisiens d'exercer leur art stratégique. Les troupes pénétraient-elles dans les quartiers isolés, elles ne pourraient laisser tranquilles les ouvriers indifférents, ils auraient abandonné en masse les ateliers pour voir ce qui se passait. Ils auraient grossi le nombre des manifestants venus en simples spectateurs, ils auraient pris part à la manifestation. Tous les faubourgs ouvriers seraient alarmés et la foule convoquée et mise en mouvement se serait portée naturellement vers la Chambre des députés, rendez-vous traditionnel du peuple de Paris. Sur la place de la Concorde, 2 à 300.000 hommes seraient accourus et la manifestation serait si imposante qu'on n'en aurait jamais vue de pareille.

Les ouvriers parisiens auxquels on avait interdit les meetings en plein air, auraient conquis le droit de manifester dans la rue.

Aucun gouvernement capitaliste n'enlèvera volontairement au prolétariat ce droit qui menace son existence.

Les feuilles ministérielles et officielles dénoncèrent le projet des marxistes, et les possibilistes, qui au moment de la crise boulangiste se trouvèrent à la solde de Constant, intriguèrent pour faire échouer la grève générale.

Cependant, différer ne veut pas dire renoncer, l'avenir réalisera ce projet. Les Congrès de Lille et de Calais avaient résolu d'envoyer des délégués des groupes socialistes et des chambres syndicales de province à Paris. Ils devaient s'unir aux délégués parisiens pour présenter à la Chambre la revendication de la journée de 8 heures. Les possibilistes, formant la majorité au comité général, s'opposèrent à l'envoi de cette délégation. Les marxistes sortirent du comité et décidèrent d'organiser par leurs propres forces la manifestation.

Pendant que les possibilistes intriguaient pour faire échouer la démonstration, les anarchistes, de leur côté, travaillaient contre la fête du 1er Mai, ils détournaient les ouvriers de l'idée de cesser le travail sous prétexte qu'ils devaient perdre le salaire d'une journée de travail, ils leur recommandaient de faire la révolution sociale.

Ces bonnes gens qui ne pouvaient risquer de faire perdre leur salaire, la fête du 1er Mai, voulaient persuader aux ouvriers qu'ils étaient prêts à mettre leur vie en danger en se précipitant dans un putsch! Il y a quelques années, la police se servait surtout des anarchistes pour empêcher l'agitation des chômeurs. Elle voulait les utiliser contre les manifestations de Mai, mais là elle fut déçue dans ses espérances, comme la suite des événements le prouve.

Malgré les intrigues possibilistes et la propagande anarchiste, une quantité de travailleurs a " fêté " le 1er Mai ; la population ouvrière est venue en masse à la Chambre des députés pour donner plus de force par sa présence à la forte délégation de 37 hommes envoyée par les organisations parisiennes et départementales à laquelle s'était joint le député anglais Cunningham Graham. Certainement le nombre de manifestants eût été dix fois plus grand, sans ces manœuvres qui rejetaient chaque démonstration de rue, tandis que celle-ci est précisément le seul moyen de mettre en mouvement la population de Paris et d'exercer une pression sur les décisions des pouvoirs publics. M. Floquet, président de la Chambre et Arlequin de la comédie du parti radical, se refusa à recevoir les délégués parce que leur nombre, à ce

qu'il dit, était trop grand.

Quand les ouvriers et socialistes envoient une délégation revendiquer pacifiquement une réforme légale, les portes des pouvoirs publics restent fermées, tandis qu'elles sont largement ouvertes aux délégations capitalistes.

3. Le Premier Mai dans les départements

Le 1er Mai 1890 avait été fêté dans les villes de province avec un plus grand enthousiasme qu'on escomptait. A Roubaix, par exemple, les ouvriers avaient trouvé que ce n'était pas assez de manifester une journée et avaient fêté trois jours ; dans plusieurs endroits on a profité de l'occasion pour réclamer aux industriels des améliorations des conditions de vie et déclaré la grève.

La manifestation avait causé aux cercles ouvriers une profonde impression, à tel point que l'ensemble des délégués aux congrès de Calais et de Lille (Octobre 1890) avait adopté la proposition que le premier mai, une grande démonstration ait lieu, mais que les ouvriers seraient libres dans chaque localité de la réaliser sous la forme qui serait possible.

Le mot d'ordre lancé par le conseil national du parti, les chambres syndicales et les groupes socialistes commencèrent à agiter à partir de février la population ouvrière. Dans les grandes villes furent fondés des comités qui organisèrent des meetings et envoyèrent des orateurs là où il en était besoin. On me remit la tâche, fixée par le conseil national, d'agiter plusieurs centres industriels du département de la Seine Inférieure, de la Loire Inférieure, du Nord et du Pas-de-Calais.

Mon voyage me conduisit dans des villes comme Fourmies, Wignelie, Anay et d'autres où jamais les réunions socialistes n'avaient été tenues.

Ce qui me plut ce fut le grand nombre de travailleurs qui participa à mes meetings, écoutant avec attention, applaudissant avec enthousiasme, les théories socialistes.

Un journal réactionnaire condamna les théories socialistes folles et criminelles, mais ne pût s'empêcher d'ajouter qu'elles pouvaient " enchaîner " l'esprit des ouvriers et soulever les masses ouvrières.

Qu'est-ce que cela signifie? Les théories de Marx ne sont pas les rêves utopiques d'un génial penseur, mais le réflexe spirituel du processus et des phénomènes réels de la société capitaliste. Voilà d'où leur vient leur puissance irrésistible de propagande. La classe des capitalistes n'a pas seulement organisé à son avantage la colossale centralisation des moyens de production, mais elle a créé en même temps la classe des prolétaires qui lui arrachera ses moyens de production. En accablant l'ouvrier de " surtravail ", en l'opprimant sous le fardeau de la misère, elle lui rend l'existence insupportable et le force à devenir révolutionnaire.

Pendant ma tournée de propagande, je pus observer combien les masses ouvrières avaient été préparées pour le socialisme par le capitalisme. Comme je m'arrêtais à Nantes, une délégation d'ouvriers vint me trouver pour me demander de tenir une réunion à Saint-Nazaire qui suffirait à faire chômer l'ensemble des chantiers maritimes. Vu mon temps limité, je ne pus satisfaire leur demande ; leur attente ne fut pas vaine : sans grande réunion, le 1er Mai, tous les métallos de Saint-Nazaire, 500 environ, désertèrent le travail. A Fresnay-le-Grand, petite ville industrielle du département du Nord, qui compte 3.000 habitants, 1.000 assistèrent à mon exposé ; le 1er Mai, 3 tissages et 2 filatures furent fermés parce que le personnel n'était pas venu travailler. Qui se rappelle combien il était difficile d'intéresser les masses aux questions sociales, est surpris d'assister à un essor si immense accompli dans ces dernières années, surtout depuis le 1er Mai 1890.

La question sociale est devenue le centre d'intérêt de la classe ouvrière. La manifestation de mai se montre comme le levier le plus puissant que les socialistes français possèdent pour influencer les masses et les mobiliser.

Veut-on se rendre compte du progrès du socialisme, on n'a qu'à visiter les centres industriels de province. A Paris aussi bien que dans quelques grandes villes, qui font plutôt du commerce que de l'industrie, les ouvriers ont pris part depuis lors à des luttes politiques: ils embrassèrent la cause, les querelles de bourgeois avec tant de passion, qu'ils oublièrent leurs propres revendications. Aux questions politiques, ils ajoutèrent les questions de querelles religieuses, différents intérêts spirituels, qui occupent les populations des grandes villes.

Dans les centres industriels, au contraire, le problème économique n'est pas caché et masqué par les questions politiques et religieuses ; là se montre ouvertement la lutte du capital contre le travail: l'ouvrier concentre toutes ses pensées et ses efforts sur ce seul point. Cette circonstance confère au mouvement ouvrier du département un caractère fortement socialiste, le prolétariat de province est plus socialiste aujourd'hui que la population ouvrière de Paris. Ce fait est de la plus haute importance pour notre mouvement historique.

Depuis le commencement de notre siècle Paris a donné le signal de toutes les révolutions politiques. Paris fut le porteur du flambeau des révolutions en 1830, 1848 et 1871, les départements ratifièrent les changements accomplis dans la forme de gouvernement à Paris.

Or, comme Paris maintenant n'a plus à faire les premiers pas vers une révolution politique mais vers une révolution sociale qui correspond au grand bouleversement de 1789, les départements sans préparation, surpris, étouffèrent la révolution de la capitale. Tout l'assaut de la réaction se porta sur elle, c'est la cause qui provoqua l'écrasement de la Commune de Paris. La province est aujourd'hui préparée à une révolution socialiste mieux même que Paris. La population de cette capitale est si nerveuse et impressionnable qu'elle peut être soulevée par une tempête et un jour être subitement précipitée dans un mouvement révolutionnaire. Donnerait-elle ce jour-là le signal de la révolution, la province se lèverait comme un seul homme pour la soutenir, pour la précéder même comme cela arriva en 1789. Les premières attaques contre la propriété foncière féodale partirent de la population paysanne. Les paysans et bourgeois s'emparèrent des châteaux et brûlèrent les titres de propriétés et de l'arbre généalogique, les Marseillais qui campaient aux Champs-Élysées prirent d'assaut les Tuileries le 10 août et portèrent le coup décisif à la royauté de droit divin.

Depuis plusieurs années le mouvement socialiste est si renforcé en province qu'il influence les élections municipales ; jusque dans ces derniers temps les administrations des villes et les conseils municipaux appartenaient à la bourgeoisie ou se trouvaient aux mains des ouvriers dits intelligents, bénéficiant de la faveur de leurs maîtres. Les capitalistes avaient fait leur possible pour exclure les ouvriers et les socialistes des administrations municipales ; c'est pour cela qu'on décida que les fonctions municipales devaient être exercées gratuitement et les ouvriers qui étaient assez courageux pour se présenter eux-mêmes comme candidats étaient congédiés de leur travail.

Malgré ces manœuvres, le chiffre de municipalités socialistes s'élevait à chaque élection, dans plusieurs villes, les socialistes gagnaient la majorité des municipalités. Le prolétariat a commencé à s'emparer des pouvoirs publics. Ce fait sera d'autant plus important que la situation deviendra plus sérieuse ; les municipalités socialistes se trouvant en liaison les unes avec les autres sont appelées à exercer l'influence décisive sur le cours des événements. Un des résultats de leur activité est la fondation dans plusieurs villes des Bourses de travail qui centralisent les forces ouvrières pour la lutte sur le terrain économique.

Le 1er Mai devait avoir une grande importance dans les départements français. Partout où existaient des chambres syndicales et des groupes socialistes on essaya par tous les moyens d'organiser le chômage le plus général possible et des démonstrations de rues. En dépit des efforts des industriels et des armées du gouvernement pour empêcher l'agitation, celle-ci fut dirigée aussi tranquillement qu'énergiquement. Dans maintes localités comme à Fourmies, les ouvriers manifestèrent avant le 1er Mai leur intention de

fêter ce jour-là. Dans d'autres villes, comme à Calais, la cessation du travail ne fut pas décidée dans un meeting public, enlevée par un discours, mais le personnel de 120 filatures dans un referendum se déclara unanimement pour un chômage général.

Les industriels mécontents avouant qu'ils n'étaient pas les maîtres des fabriques, n'osèrent pas repousser la résolution. A Roubaix, les fabricants se rappelaient que leurs efforts de l'an dernier avaient provoqué plusieurs grèves et manifestèrent leur intention de faire reconnaître le 1er Mai, comme le 14 juillet, fête légale. Dans plusieurs mines de charbon, les administrations furent assez intelligentes pour déclarer qu'elles n'approuveraient pas en vérité, le chômage d'un jour, mais elles se prononcèrent contre les propriétaires de mines qui ne chôment pas.